N^o 304.

*Projets de décrets présentés dans la séance du
31 mars 1831.*

Les soussignés ont l'honneur de proposer au congrès national l'adoption des dispositions suivantes, se réservant le droit de les modifier dans la discussion.

A

Déclaration de guerre à la Hollande.

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

Considérant que l'article 1^{er} de la constitution déclare que les provinces de Limbourg et de Luxembourg font partie intégrante du territoire de la Belgique; que ces provinces sont encore occupées en partie par l'ennemi; que si la voie des négociations a été impuissante, il faut recourir à d'autres mesures pour faire reconnaître les droits incontestables du peuple belge à ces parties de son territoire,

Décrète :

Le régent fera notifier au roi de Hollande que si, dans le délai d'un mois, il n'a pas renoncé à ses prétentions sur la rive gauche de l'Escaut, le Limbourg et le grand-duché de Luxembourg, il y sera contraint par la force des armes.

L. LE BÈGUE.
CAMILLE DE SMET.
E. DEFACQZ.
L. JOTTRAND.
GUST. NALINNE.
JULES FRISON.
J. B. GENDEBIEN.
ALEX. GENDEBIEN.
L. B. COPPENS (a).
J. FORGEUR.

(A. C.)

(a) C'est par suite d'une erreur typographique qu'en lit : J. B. Coppin, au lieu de : L. B. Coppens, dans l'Émanci-

B

Exécution du décret sur l'exclusion des Nassau.

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

Vu son décret du 24 novembre 1830, qui prononce l'exclusion à perpétuité de la dynastie des Nassau;

Considérant qu'il importe d'assurer par des mesures répressives l'exécution de ce décret,

Décrète :

Art. 1^{er}. Quiconque, soit par écrit, soit au moyen de la presse, provoquera le retour de la dynastie déchue, est considéré comme coupable de trahison; il sera puni comme tel.

Art. 2. En attendant la loi organique du jury, les dispositions du Code d'instruction criminelle sur ce point reprendront force et vigueur, et seront provisoirement exécutées.

SYLVAIN VAN DE WEYER.
CAMILLE DE SMET.
JULES FRISON.
ALEX. GENDEBIEN.
L. B. COPPENS (a).
J. B. GENDEBIEN.
GUST. NALINNE.
NOTHOMB.
VICOMTE VILAIN XIII.
L. LE BÈGUE.

(A. C.)

C

Poursuites judiciaires contre les auteurs ou instigateurs des pillages.

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

Considérant qu'au premier rang de ses devoirs est l'obligation de veiller au respect dû aux personnes et aux propriétés, et à ce que la protection dont elles doivent jouir ne soit pas illusoire,

Décrète :

Art. 1^{er}. Les auteurs des scènes de pillage ou de

pation et dans les exemplaires du projet distribués aux membres du congrès.

dévastation, et ceux qui les ont provoquées, ou qui y ont excité, seront immédiatement recherchés, saisis et livrés à la justice ordinaire.

Art. 2. Une enquête sévère sera faite sur la conduite tenue par les autorités dans cette occasion.

Art. 3. A l'avenir, les autorités civiles et militaires seront tenues de faire respecter les lois existantes, par tous les moyens qu'elles mettent à leur disposition, et notamment en dissipant les pillards ou les dévastateurs par la force des armes.

L. LE BÈGUE.
FERD. MEEUS.
JULES FRISON.
E. DEFACQZ.
L. JOTTRAND.
VICOMTE VILAIN XIII.
L. B. COPPENS (a).
J. B. GENDEBIEN.
CAMILLE DE SMET.
GUST. NALINNE.

(A. C.)

D

Dissolution du congrès national.

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

Considérant que sa mission a été de constituer l'État, et de voter les mesures qu'exigeait la situation actuelle; que cette mission est accomplie; qu'il importe de mettre en vigueur la constitution dans toute son étendue, et d'introduire de suite les améliorations qui sont la conséquence de la révolution belge, et notamment celles indiquées dans l'article 159 de la constitution,

Décète :

Le congrès national est dissous pour le 25 avril prochain.

La chambre des représentants et le sénat sont convoqués pour le 1^{er} mai 1831.

Le gouvernement est chargé de préparer ou faire préparer, par des commissions ou de toute autre manière, les projets de lois destinés à faire jouir

(a) Voir page 180 note a.

(b) La discussion de ce rapport a eu lieu dans la séance du 12 avril 1831.

(c) Les deux propositions dont le rapport ne s'occupe pas

le peuple belge des fruits de sa glorieuse révolution.

E. DEFACQZ.
JULES FRISON.
GUST. NALINNE.
L. JOTTRAND.
A. GENDEBIEN.
J. FORGEUR.
CAMILLE DE SMET.
FERD. MEEUS.
J. B. GENDEBIEN.

(A. C.)

N^o 305.

Déclaration de guerre à la Hollande. — Exécution du décret sur l'exclusion des Nassau. — Poursuites judiciaires contre les auteurs ou instigateurs des pillages. — Dissolution du congrès national.

Rapport fait par M. RAIKEM, dans la séance du 8 avril 1831 (b).

MESSIEURS,

Organe de la section centrale, j'ai l'honneur de faire au congrès le rapport sur quatre des six propositions (c) qui lui ont été faites par plusieurs honorables membres de cette assemblée.

La première a pour objet une notification à faire au roi de Hollande, par le régent, afin d'obliger le premier à renoncer, dans le mois, à ses prétentions sur la rive gauche de l'Escaut, le Limbourg et le grand-duché de Luxembourg; sinon qu'il y sera contraint par la force des armes.

Les sections ont été d'avis que le droit de faire la guerre faisait partie des pouvoirs constitutionnels du régent (article 68 de la constitution.)

La section centrale a partagé le même avis à l'unanimité; et elle a l'honneur de vous proposer l'ordre du jour (d).

Une autre de ces propositions a pour objet d'assurer, par des mesures répressives, l'exécution du décret du 24 novembre 1830, qui prononce l'exclusion à perpétuité des membres de la famille d'Orange-Nassau, de tout pouvoir en Belgique. Les signataires de la proposition demandent que qui-

ont pour objet : l'une, la mobilisation du premier ban de la garde civique (voir N^o 232); l'autre, un emprunt forcé de 12,000,000 de florins (voir N^o 288.)

(d) Ces conclusions ont été adoptées.